

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Risques accidentels
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le **25 MAI 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



GO Nemo Savigny I

ZAC du Gâtinais en Bourgogne
89150 SAVIGNY-SUR-CLAIRIS

Références : **2 2 0 4 0 6**

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/05/2022 dans l'établissement GO Nemo Savigny I, implanté ZAC du Gâtinais en Bourgogne - 89150 SAVIGNY-SUR-CLAIRIS. L'inspection a été annoncée le 08/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GO Nemo Savigny I
- ZAC du Gâtinais en Bourgogne - 89150 SAVIGNY-SUR-CLAIRIS
- Code AIOT dans GUN : 0005401984
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'établissement est un entrepôt, autorisé par arrêté préfectoral du 8 décembre 2005.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Inspection réalisée dans le cadre de l'action régionale 2022 coup de poing incendie et de l'action nationale 100 m Seveso, en lien avec le site Seveso Bas FM RETAIL SENS de Savigny-sur-Clairis.

Le contrôle porte tout particulièrement sur la nature et les quantités de matières ou déchets combustibles et/ou dangereux détenus et, plus globalement, sur les mesures mises en œuvre en matière de prévention des risques industriels.

Sur toute la surface du site GO NEMO 1, seule la cellule louée par la société EMBELIA se trouve dans la distance des 100 mètres du site Seveso. L'inspection s'est donc axée sur cette cellule.

La société EMBELIA développe, intègre et distribue des solutions complètes d'emballages primaires

personnalisées comprenant les flacons, les accessoires de bouchage, de diffusion et de dosage et la décoration. Elle offre un service d'emballage et de packaging sur-mesure adapté aux industries de la Beauté, de la Santé, de l'Alimentaire, de l'Entretien de la maison, de la Chimie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 7.7.4	/	Lettre de suite préfectorale
Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 7.7.2	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déchets	Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 5.1.3	/	Sans objet
Caractérisation des risques	Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 7.2.1	/	Sans objet
Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 7.3.2	/	Sans objet
Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 7.4.1	/	Sans objet
Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 7.4.2	/	Sans objet
Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 7.4.3	/	Sans objet
Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 7.7.2	/	Sans objet
Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 7.7.3	/	Sans objet
Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 7.7.5	/	Sans objet
Système d'alerte interne	Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 7-7-5-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra s'assurer que les consignes affichées dans les cellules respectent les informations prévues dans l'arrêté préfectoral.

L'exploitant devra communiquer à l'inspection des installations classées le justificatif du dimensionnement de son bassin de confinement des eaux incendie.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 5.1.3
Thème(s) : Autre, Installation internes de transit de déchets
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser les quantités d'un lot normal d'expédition.
Constats : Conforme. Aucun déchet stocké en extérieur dans la zone des 100 mètres du site SSB voisin.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Caractérisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 7.2.1
Thème(s) : Autre, Inventaire des substances ou préparations dangereuses
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées doivent être précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations doivent en tenir compte.
Constats : L'exploitant déclare qu'il n'y a pas de stockage de produits dangereux dans la cellule située dans les 100 m du site SSB voisin. Il précise que pour chaque cellule il existe un DOI (directeur des opérations internes) qui doit avoir connaissance de l'état réel de son stock.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Infrastructures et installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 7.3.2
Thème(s) : Autre, Bâtiments et locaux
Prescription contrôlée : Les bâtiments de stockage doivent être implantés à une distance minimale de 10 mètres des limites de propriété. L'entrepôt doit être implanté à une distance d'au moins 40 mètres des immeubles habités ou occupés par des tiers, des établissements recevant du public et immeubles de grande hauteur, ainsi que des installations classées soumises à autorisation présentant des risques d'explosions. Cette distance doit être conservée au cours de l'exploitation.
Constats : Bâtiment non modifié depuis sa construction. Conforme.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 7.4.1
Thème(s) : Autre, Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents
Prescription contrôlée : L'établissement doit être clôturé sur toute sa périphérie. La clôture, d'une hauteur minimale de deux mètres, doit être suffisamment résistante pour empêcher l'accès aux installations. Les accès à l'établissement doivent être constamment surveillés ou, à défaut, fermés. En dehors des heures d'ouverture, un gardiennage permanent doit être assuré afin de permettre l'accueil et l'accès des services de secours en cas d'incendie ou mise en place des dispositifs d'efficacité équivalente. Seules les personnes autorisées par l'exploitant peuvent être admises dans l'établissement. Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.
Constats : Clôture vue sur la partie dans les 100 m du SSB voisin, pas de remarque. Un agent est présent 24h/24 et 7jours/7 au poste de garde. L'exploitant déclare qu'il n'y a pas d'opération comportant des manipulations dangereuses.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 7.4.2
Thème(s) : Autre, Vérifications périodiques
Prescription contrôlée : Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention doivent faire l'objet de vérifications périodiques. L'exploitant doit, en particulier, s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurités.
Constats : Pas de remarque sur les vérifications réalisées en 2021. L'exploitant a communiqué les rapports des contrôles, pour le matériel dont il assure la gestion (exemple contrôle des 52 RIA du site) et pour celui dont la gestion est assurée par le locataire de la cellule (exemple contrôle des 50 extincteurs de la cellule EMBELIA). À échéance d'une fois par mois, la société de gardiennage réalise le contrôle visuel de l'ensemble des dispositifs de sécurité (présence, accessibilité, état général ...).
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 7.4.3
Thème(s) : Autre, Interdiction de feux
Prescription contrôlée : Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.
Constats : Ce point est bien prévu dans les consignes définies à l'article 7.7.4 suivant. C'est le personnel de la société de gardiennage qui assure la mise en place de la procédure de permis de feu (élaboration, mise à disposition de moyens complémentaires si besoin, contrôle périodique et ronde 2 h après la fin des travaux).
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 7.7.2
Thème(s) : Autre, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Ces équipements doivent être maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Registre papier et informatique à disposition. Lors des rondes, la société de gardiennage a parmi ses objectifs de vérifier la disponibilité des moyens d'extinction.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 7.7.3
Thème(s) : Autre, Ressources en eau
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">- une réserve d'eau constituée au minimum de 500 m³ constituée dans le bassin des eaux pluviales et aménagée d'une plate-forme d'aspiration,- un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par un débit minimal de 120 m³ ; ce réseau comprend au moins cinq poteaux incendie normalisés disposés de manière à couvrir les besoins géographiques,- un système d'extinction automatique à eau fonctionnant sous 5,2 bars et capable de diffuser au moins 325 m³/h sur une surface de 100 m² pendant une heure ; ce système est alimenté par deux réserves de 450 m³ chacune ;- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;- des robinets d'incendie armés alimentés par des réserves du système d'extinction automatique. [...]
Constats : Sans observation. Toutes les semaines, la société de gardiennage fait le contrôle visuel des extincteurs qui sont dans les cellules, même si ceux-ci sont à la charge du locataire de la cellule.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 7.7.4
Thème(s) : Autre, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
Constats : Dans la cellule EMBELIA, la consigne des moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie n'est pas présente. Toutefois, le responsable qualité présent indique que le personnel du site dispose d'une formation à l'utilisation des extincteurs et est donc en mesure de savoir quel extincteur utiliser. Pas de remarque sur les autres consignes affichées.
L'exploitant s'assurera, sous 30 jours, que les consignes affichées dans les cellules respectent les informations prévues dans l'arrêté préfectoral.
La consigne de confinement des eaux d'extinction (fermeture vanne) est au poste de garde à l'attention du gardien uniquement.
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 7.7.5
Thème(s) : Autre, Consignes générales d'intervention
Prescription contrôlée : [...] L'établissement doit disposer d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. [...]
Constats : En plus du personnel de gardiennage, formé SSIAP1 (Service de Sécurité Incendie et d'Assistance à Personnes), chaque locataire s'assure de la formation de son personnel. SCAPRIM s'assure de la collecte annuelle des comptes-rendus de formations.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Système d'alerte interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 7-7-5-1
Thème(s) : Autre, Système d'alerte interne
Prescription contrôlée : Un réseau d'alerte interne à rétablissement doit collecter sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte. Il doit déclencher les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans rétablissement sur la nature et l'extension des dangers encourus. Un report d'alarme doit être réalisé vers une permanence capable d'intervenir ou de demander d'intervenir (appel des pompiers) dans les délais les plus brefs (de l'ordre de 3 minutes). Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositifs, visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent, doivent être mis en place à proximité de l'installation.
Constats : Des déclencheurs manuels d'alarme incendie (DMA) sont disposés dans les cellules avec report au poste de garde, celui-ci dispose aussi d'une information en cas de déclenchement du sprinklage. L'usage d'un DMA assure l'alarme sonore dans la cellule concernée. Le site est équipé d'une station météorologique, donnant la direction et la force du vent, avec report d'informations au poste de garde.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection des milieux récepteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 7.7.7.2
Thème(s) : Autre, Bassin de confinement et bassin d'orage
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) doivent être raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 2 065 m ³ . Ce bassin de confinement peut être constitué par la cour de manœuvre des camions. [...] Les organes de commande nécessaire à la mise en service du bassin de confinement doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
Constats : Le bassin de confinement est constitué par la cour de manœuvre des camions. L'exploitant ne dispose pas d'un justificatif de la capacité de cette rétention. L'exploitant devra communiquer à l'inspection des installations classées, sous 3 mois, le justificatif du dimensionnement de son bassin de confinement. Lors de l'inspection, la clé spécifique de manœuvre de la vanne de fermeture du bassin de confinement avait été disposée dans le local pomperie du site par le service de maintenance du site. Le positionnement attendu de cette clé, pour le gardien, est au niveau du poste de garde. L'exploitant procédera à un rappel auprès de son personnel concernant la position de cette clé.
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale